



## CRISE AU SPIP 53 : L'URGENCE D'AGIR FACE A L'ABANDON

« JE VEUX UN PAYS DE SOLIDARITE ET PAS D'ABANDON »

François BAYROU

La solidarité semble bien loin dans notre administration, comme en témoigne la situation catastrophique au SPIP 53. Depuis plusieurs mois, les conditions de travail se dégradent à un rythme alarmant, avec un mal-être généralisé parmi les personnels. La multiplication des arrêts de travail prolongés depuis décembre en est la triste illustration.

Actuellement, la situation est la suivante :

5 CPIP sur 14 sont en arrêt de travail prolongé, 2 autres en temps partiel thérapeutique.

Depuis ce mardi, 2 autres CPIP sont absents de leur poste et ont RDV avec leur médecin.

Sur 3 personnels administratifs, 1 est en arrêt prolongé.

Sur 3 personnels de direction, 1 a quitté le service sans remplacement et 1 est également en arrêt prolongé.

Les agents restants, déjà épuisés, sont à bout de forces. Nombreux sont ceux qui, comme des êtres humains, ne savent même plus comment demander de l'aide sans risquer de craquer eux-mêmes. Mais rien ne semble inquiéter la DISP de Rennes. La seule "réponse" : la réaffectation des dossiers des absents aux agents en poste, ce qui pourrait signifier que chacun devra gérer plus de 150 dossiers – alors même qu'ils sont déjà surchargés de travail.

Pour toute solution, la DISP de Rennes propose uniquement la mise à disposition de 3 directeurs à tour de rôle, qui, bien qu'ayant une présence physique, ne peuvent répondre aux besoins urgents du SPIP 53. Cela montre à quel point l'Administration reste déconnectée de la réalité des agents sur le terrain.

RÉGION GRAND OUEST - DISP RENNES



## **La situation est inadmissible :**

"Les CPIP placés ne peuvent pas être mis à disposition car le SPIP 53 ne rentre pas dans les critères et sont déjà en mission ailleurs."

"Il n'est pas possible de recourir à des contractuels car l'Etat n'a pas de budget."

Ces réponses sont non seulement insuffisantes, mais également dévalorisantes pour des agents qui subissent les conséquences des décisions institutionnelles, sans même recevoir le soutien qu'ils méritent.

Les agents du SPIP 53 ont droit à la sécurité au travail, au même titre que n'importe quel autre fonctionnaire.

Il est insupportable de laisser un seul CPIP assumer des entretiens seul, ni de valider une situation où des agents sont laissés à leur sort, sans solutions concrètes.

Force est de constater que la réponse de la DISP de Rennes reste insuffisante par rapport à l'ampleur de la crise. Et la DAP doit se poser la question : où en sommes-nous ? Pourquoi une telle passivité face à une situation aussi grave ?

## **Des mesures urgentes et concrètes doivent être prises immédiatement :**

### **1. Recrutement immédiat de renforts :**

Un CPIP contractuel pour garantir la continuité du service et prendre en charge les dossiers des agents absents. La mise à disposition de CPIP placés pour renforcer l'équipe.

### **2. Renforcement du soutien à la direction :**

Le recrutement d'un DPIP contractuel pour soutenir le directeur restant et assurer la bonne gestion du service.

### **3. Intervention d'un cabinet spécialisé en risques psycho-sociaux :**

Un diagnostic externe afin de proposer des solutions concrètes pour assurer un cadre de travail sécurisé et apaisé pour tous les agents.

### **4. Soutien immédiat aux personnels :**

L'intervention du psychologue du personnel et la sollicitation de la médecine du travail pour accompagner les agents en souffrance.

### **5. Audit externe de l'organisation du travail :**

Un audit pour identifier les causes profondes de la crise et mettre en place des solutions pérennes à moyen terme, pour éviter toute nouvelle escalade.

## Il est URGENT d'agir.

La situation ne peut plus durer. Il est incompréhensible de laisser les agents du SPIP 53 dans cette situation de crise. À l'heure où des réformes sont prônées, il est plus que jamais nécessaire de renforcer la solidarité interne à nos services publics et de garantir un environnement de travail digne et respectueux.

Cette situation ne doit pas être minimisée. Elle est une question de sécurité et de respect pour les fonctionnaires qui, chaque jour, donnent le meilleur d'eux-mêmes au service de la justice et de la société.

LE BUREAU REGIONAL

DU SNEPAP-FSU GRAND-OUEST